



Le franc CFA vu d'Italie, de France et d'Afrique

Débat restitué par **Béatrice Hibou**

CNRS, CERI Sciences Po Paris

Sociétés politiques comparées, 47, janvier-avril 2019

ISSN 2429-1714

Editeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Béatrice Hibou, « Le franc CFA vu d'Italie, de France et d'Afrique », *Sociétés politiques comparées*, 47, janvier/avril 2019, http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria_n47.pdf

Ce texte restitue un débat organisé par le FASOPO autour du franc CFA à partir de la polémique qui avait eu lieu, en janvier et février 2019, quand l'Italie avait accusé la France, et son « franc colonial », d'être à l'origine de l'émigration des Africains en Europe. La table-ronde, animée par Jean-François Bayart et Boris Samuel, était composée de Massimo Amato, Mario Giro, Jean-Pierre Bekolo et Kako Nubukpo. Cette polémique est l'occasion de discuter de la place de l'Afrique dans les tensions entre la France et l'Italie et de la spécificité des colonisations française et italienne. Mais beaucoup plus profondément, elle permet de revenir sur le débat autour du FCFA au-delà des arguments populistes, même si ces derniers, bien présents, doivent être pris en compte et analysés en tant que tels.



The CFA franc seen from Italy, France and Africa

Abstract

This article gives an account of the debate organized by FASOPO on the issue of the controversy concerning the CFA franc when, in January and February 2019, Italy accused France and its “colonial franc” to be responsible for African migration to Europe. Chaired by Jean-François Bayart and Boris Samuel, the roundtable discussion gathered Massimo Amato, Mario Giro, Jean-Pierre Bekolo and Kako Nubukpo. This controversy has offered the opportunity to debate on the place of Africa in the tensions that oppose France and Italy and the specificity of both European nations' colonizations. More deeply, such controversy has allowed to reconsider and reopen the debate on the CFA franc, beyond populist arguments, even if the latter, indeed actual, must be taken into account and analyzed as such.



Mots clés

Euro ; franc CFA ; modèle de développement ; populism ; union monétaire.



Keywords

CFA franc; development model; euro; monetary union; populism.

Le 28 mars 2019, le FASOPO, en collaboration avec les Éditions Karthala et le centre culturel ~~La~~ ~~Colonie~~, avait organisé un Rendez-vous autour du franc CFA (FCFA)¹ à partir de la polémique qui avait eu lieu, en janvier et février 2019, quand l'Italie avait accusé la France, et son « franc colonial », d'être à l'origine de l'émigration des Africains en Europe. La table-ronde, animée par Jean-François Bayart et Boris Samuel, était composée de Massimo Amato, Mario Giro et Kako Nubukpo.

Massimo Amato est professeur à l'Université Bocconi de Milan. Mario Giro est responsable des relations internationales de la Communauté de Sant'Egidio, ancien secrétaire d'État puis vice-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le gouvernement italien de 2013 à 2018, et actuellement professeur à l'Université de Pérouse. Kako Nubukpo, économiste au CIRAD, ancien ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques du Togo, est l'un des principaux protagonistes du débat sur le FCFA, en France comme en Afrique. Jean-Pierre Bekolo, cinéaste camerounais, avait malheureusement été retenu en Colombie par la prolongation inopinée d'un tournage, mais avait envoyé un texte qui a été lu par Jean-François Bayart.

Cette polémique est l'occasion de discuter de la place de l'Afrique dans les tensions entre la France et l'Italie et de la spécificité des colonisations française et italienne. Mais beaucoup plus profondément, elle permet de revenir sur le débat autour du FCFA au-delà des arguments populistes, même si ces derniers, bien présents, doivent être pris en compte et analysés en tant que tels.

Massimo AMATO

Quand on m'interroge sur la polémique entre la France et l'Italie à propos du FCFA, deux images me viennent à l'esprit. J'emprunte la première à Kako Nubukpo, lorsqu'il cite un proverbe africain : « quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre » ; et je pourrais rajouter, quand deux ânes se battent ou deux crocodiles, ou n'importe quelle autre bête... J'emprunte la seconde à l'écrivain italien Sebastiano Vassalli qui raconte dans l'un de ses livres qu'une poétesse lui propose d'aller lire des poèmes en prison. Sebastiano répond que c'est une très bonne idée que de lire Dante, Leopardi, et la grande poésie italienne. Mais la poétesse répond : « non pas eux, nos poèmes à nous ! » Et Vassalli de rétorquer alors : « non, non, je ne peux pas venir, je ne peux pas profiter des disgrâces d'autrui » !

Donc la question, c'est celle de l'instrumentalisation. Face à un débat politique monopolisé par un ministre de l'Intérieur [i.e. Matteo Salvini] qui a une capacité médiatique redoutable et qui, du haut de ses 17%, dirige *de facto* les orientations fondamentales du gouvernement, il y avait la « nécessité » pour les « 5 Etoiles » d'entrer dans la polémique sur les migrants. Les raccourcis réalisés sont typiques de ce mouvement : ils repèrent un problème, un problème réel, ils en font une analyse sommaire, puis ils en tirent des politiques inadéquates. En l'occurrence, le problème, on le connaît : c'est celui de la question démographique qui n'est pas seulement un problème en soi, mais est un problème beaucoup plus grave pour le modèle économique africain fondé sur les matières premières. En tant que tel, ce modèle n'est pas capable d'absorber l'augmentation de la population et il ne peut éviter la pression migratoire qui n'est évidemment pas immédiate mais s'exercera à moyen et long termes. Les migrations se réalisent au sein de l'Afrique essentiellement, mais aussi vers l'Europe.

Dans ce contexte, le discours des « 5 Etoiles » est le suivant : si les migrants arrivent en Sicile, à Lampedusa, et si on doit les renvoyer en Libye, c'est à cause du FCFA ! C'est cela la polémique. Si on est obligé de repousser les migrants, c'est de la faute de la France qui impose une monnaie néocoloniale

¹ Le franc CFA est la monnaie commune des États anciennement colonisés par la France. Créé en 1945, il signifiait alors « franc des colonies françaises d'Afrique ». Il signifie désormais « franc de la communauté financière africaine » et est en réalité composé de deux monnaies communes, le « franc de la communauté financière de l'Afrique de l'Ouest » (pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo) et le « franc de la coopération financière en Afrique centrale » (pour le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la république centrafricaine et le Tchad).

qui a comme conséquence de produire des flux migratoires. Cette analyse est évidemment inacceptable et elle produit des résultats assez pénibles : le gouvernement italien a entamé une polémique avec la France sans qu'il n'en retire de réels avantages. C'est une polémique totalement stérile. Et en effet, elle n'a duré que 2 ou 3 semaines, durant lesquelles les polémistes ont affirmé se baser sur des travaux scientifiques, dont les miens, ce qui m'a poussé à entrer dans le débat et à apporter des rectifications. Pour dire des bêtises, il suffit de 3 secondes. Mais pour que les rectifications arrivent à passer dans la presse et dans le débat public, il faut des journées entières !

Le seul avantage de cette histoire d'instrumentalisation assez médiocre, c'est qu'il y a eu une ouverture du débat sur le FCFA en dehors de l'espace francophone. Jusqu'ici, le débat sur le FCFA était une histoire franco-française ou entre la France et les pays africains francophones. Désormais, c'est devenu un débat qui investit l'Europe en tant que telle. Car parmi les revendications, il y a cette idée que le FCFA étant arrimé à l'euro, il faut que la Banque centrale européenne, ou l'Europe, gère le FCFA et qu'il ne faut pas laisser la France s'en occuper seule. C'est le seul avantage de cette polémique. Et pour ma part, je n'ajouterais rien d'autre. Les politiques de « 5 Etoiles » ont fait un court-circuit, ils ont profité d'un problème réel pour le transformer en une farce qui ne profite à personne, ni à l'Italie, ni à la France, ni surtout aux pays africains.

Mario GIRO

Je voudrais rajouter trois choses.

La première, à la suite de ce que vient de dire Massimo Amato, c'est qu'en Italie, on n'en parle déjà plus ! Ce débat a disparu sauf dans les cercles très restreints de l'académie. La polémique politique n'était pas une polémique entre la majorité et l'opposition, mais entre deux partis de la majorité actuelle. Elle est une idée « géniale » des « 5 étoiles » pour chercher d'attirer l'attention sur eux alors que Salvini et la Ligue concentrent toute l'attention sur les questions migratoires. Les « 5 étoiles » ont choisi ce thème en pensant que c'était un thème facile. Mais l'impact sur l'opinion publique italienne a été quasiment nul, même si l'on ne peut faire abstraction du fait que l'on est dans un processus de sédimentation des polémiques franco-italiennes de ces dernières années : il faut rappeler les chantiers STX², puis Bolloré avec Italia telecoms³, et toutes les petites querelles sur l'Europe dans une période d'élections européennes. La polémique sur le « franc colonial » (car il faut préciser que les « 5 étoiles » ne parlent jamais de franc CFA) est venue s'ajouter à tout cela. Mais c'est passé comme un éclair, cela n'a pas marché. Les « 5 étoiles » n'ont pas su susciter le débat aussi par manque de culture de l'opinion italienne sur le sujet. Donc on en parle en France, mais plus du tout en Italie.

La deuxième chose c'est que, tout d'un coup, avec cette polémique, l'Italie est devenue très populaire en Afrique francophone ! Les Africains ne savent pas précisément qui a dit quoi, dans quel contexte et avec quels sous-entendus, mais ils retiennent que l'Italie a dit que le FCFA n'était pas quelque chose de bon. Expliquer aux Africains qu'ils sont en train d'être manipulés ne sert à rien. Comme me l'ont dit de nombreux interlocuteurs, y compris des intellectuels, cela n'a aucune importance pour eux dans la mesure où, ainsi, le problème a été mis sur la table.

Mon impression personnelle, c'est que c'est une vieille histoire qui resurgit après trente ans. Cette vieille histoire, c'est celle de la « France-Afrique ». Il y a trente ans, c'était peut-être plus vrai qu'aujourd'hui, et le monde est allé de l'avant. Mais c'est aussi une histoire qui ne passe jamais, surtout en France. Il suffit de rappeler les polémiques sur l'héritage du colonialisme, sous Chirac et Sarkozy notamment.

² Les relations entre Paris et Rome s'étaient tendues lorsque la France avait nationalisé les Chantiers navals STX (ex-Chantiers de l'Atlantique) au moment même où Ficantieri avait trouvé un accord avec la France pour une prise de participation majoritaire de STX.

³ En 2015, Bolloré a pris la majorité de Italia Telecom et sa gestion défaillante a créé de nombreuses tensions.

C'est un monde qui nous est inconnu en Italie, c'est un monde très franco-africain. Il est très intéressant de souligner la contradiction qui existe à ce sujet. Depuis toujours, les gauches européennes ont été contre la « France-Afrique » et contre la panoplie des instruments qu'elle utilise. Et en ce sens, les gauches européennes étaient d'accord avec les libéraux hyper-libéristes anglo-saxons, pour des raisons différentes naturellement, mais qui accusaient le paternalisme français envers leurs anciennes colonies... Les soutiens de la France-Afrique et du FCFA se trouvent essentiellement en France et parmi les élites africaines, qui ont profité et profitent encore de cette monnaie, avec certains segments du milieu économique français. Et de fait, dans le secteur privé italien, il y a l'idée générale qu'on ne peut pas faire des affaires en Afrique francophone parce que les Français couvrent tout l'espace, que la France est là, et qu'il vaut mieux aller faire des affaires en Afrique de l'Est car dans cette région le système est plus libéral et que c'est plus facile de se débrouiller dans le système anglo-saxon. C'est pourquoi on trouve plus d'entreprises italiennes au Kenya ou dans cette partie de l'Afrique qu'en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou même au Cameroun.

D'après mon expérience, je comprends la question du FCFA et des relations privilégiées entre la France et l'Afrique francophone, entre les classes dirigeantes française et africaines, comme un choix géopolitique bien plus que comme un choix économique : c'était le prestige de la France et l'importance de voir beaucoup de pays voter pour les positions de la France au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale des Nations Unies, c'était la politique gaullienne de se constituer un espace avec lequel on pouvait peser, c'était aussi la demande du camp occidental, et notamment des États-Unis, de « tenir votre espace de contrôle » pour éviter la pénétration communiste. Et cela a été fait, au moins jusqu'à la fin de la Guerre froide. Même les pays qui ont penché à un moment ou à un autre vers le socialisme (le Mali, le Congo Brazzaville, le Bénin et même la Guinée Conakry) sont restés liés à la France et au système occidental. Les Soviétiques n'ont réussi à percer dans les années 1970 que dans la zone lusophone et en Éthiopie. Le système bipolaire s'est maintenu jusqu'en 1990.

Qui a le plus gagné avec le FCFA ? Ce sont les entreprises françaises et le leadership africain. Plus le temps passe, plus les élites africaines qui ont appris à la perfection les tenants et aboutissants de la politique française, au lieu d'être contrôlées par Paris ont fini par influencer la politique de la France. La chose s'est renversée à un moment donné. Quelle était l'alternative ? Le Ghana, le Nigeria, les anciennes possessions britanniques n'étaient pas très attirantes, vivant au rythme des coups d'État et de la guerre civile. Il est un fait que, pendant des années, il y a eu beaucoup plus de stabilité en Afrique francophone. Et puis... ce monde a disparu. Car il faut bien réaliser que la « France-Afrique » n'existe plus, ou plutôt qu'elle n'existe que pour certains intérêts du secteur privé. La cellule africaine de l'Élysée est devenue un tout petit bureau ; il n'y a plus le même pathos qu'à l'époque ; le ministère de la Coopération a été absorbé par l'Agence française de développement (AFD) ; l'AFD voyage vers d'autres cieux, investit en Chine et en Inde, et voit ailleurs. C'est désormais de l'histoire. Mais c'est une histoire qui ne passe pas.

La chose négative de tout cela, c'est que toute la connaissance accumulée en France et en Grande-Bretagne, voire au Portugal n'a pas réussi à se transformer et surtout à passer des anciennes métropoles vers l'Union européenne. La Libye en est l'exemple emblématique. Quand il y a eu la guerre en Libye, on a recommencé de zéro, on a recommencé à travailler sur le système tribal, etc. comme si rien n'avait jamais été fait. Il n'y a pas eu de transfert de connaissance, transfert bien sûr purifié des miasmes de la colonisation et adapté à la situation présente. Ce qui est frappant aujourd'hui, c'est qu'on se retrouve à débattre des mêmes histoires. C'est peut-être juste, mais il n'y a ainsi aucune possibilité pour une construction d'avenir sur tout cela. Dans ces conditions, les Africains se sont fatigués d'attendre les Européens. Et ils ont choisi d'autres bords... ce qui est tout aussi juste. Ainsi va l'histoire. Les Européens ont perdu leur occasion d'utiliser leur histoire commune avec l'Afrique et de créer quelque chose de nouveau avec les Africains. Et quoi qu'on en dise, tout cela n'est pas la faute de la Chine, c'est de bonne guerre que d'autres arrivent. Tout simplement, les Européens n'ont pas réussi à utiliser

leurs connaissances et tout ce qu'ils avaient créé avec les Africains, en bien comme en mal (même s'il y avait sans aucun doute plus de mal que de bien).

Enfin, le troisième chose à dire à propos de cette polémique, c'est que les Italiens devraient se taire au sujet de la colonisation ! On peut rappeler que l'on vient de célébrer le 80^{ème} anniversaire du massacre de Debré Libanos en Éthiopie commandé par le général Graziani... On peut juste dire que, grâce à Dieu, la colonisation italienne a été très courte. Seulement 5 années en Éthiopie, mais avec des massacres épouvantables, un peu plus longue en Libye avec des massacres aussi, plus longue encore en Somalie et en Érythrée. Par une sorte de miracle inexplicable, les Libyens, les Ethiopiens, les Erythréens et les Somaliens ont une bonne idée des Italiens. Sans doute parce que l'on a perdu toutes nos colonies en 1942. L'Italie est alors sortie des pays considérés comme colonisateurs, et a tenté de surfer sur ce thème en se disant non responsable. Or l'Italie aussi est responsable, et fortement.

Jean-Pierre BEKOLO

Au-delà des aspects de contrôle des échanges et de la production de la richesse que revêt cette question du franc CFA, c'est avant tout celle de l'absence d'un rêve pour l'Afrique qui en ressort. Sans être pour autant un adepte du modèle capitaliste américain, il est à noter que l'Américain offre le meilleur de ce que possède l'Amérique au reste du monde en croyant, peut-être naïvement, que ce qui est bien pour l'Amérique est bien pour le reste du monde. Si nous estimons que le Hamburger de Mac Donald est bon, il faudrait que nous partagions ce hamburger de Mac Do avec le monde entier... Et puisque nous faisons beaucoup d'argent avec Mac Do, nous pouvons enseigner au reste du monde à faire des hamburgers qu'ils vont sûrement aimer, et nous allons donc aussi leur montrer comment on fait beaucoup d'argent avec Mac Do.

Ce que nous découvrons avec ce modèle américain, c'est qu'il opère : 1. un partage de ce que l'Amérique a de meilleur (du moins c'est ce qu'ils pensent être le meilleur) ; 2. un transfert total d'un savoir-faire (technique, business, marketing...) pour le bien de tous.

La question qui doit être posée à la France, dans son modèle vis-à-vis de ses anciennes colonies, est la suivante : pourquoi la France ne partage-t-elle pas ce qu'elle a de meilleur ? Pourquoi n'opère-t-elle pas un transfert de son meilleur savoir-faire... pour le bien de tous ? Pourquoi la France n'a-t-elle jamais imaginé construire ni la Sorbonne ni le Louvre à Dakar ? Pourtant le fait-elle à Dubaï ? A mon avis, c'est pour les mêmes raisons qu'elle maintient le Franc CFA. Avec les anciennes colonies de la zone CFA, la France est dans une tricherie systématique où tout est cosmétique. On met en scène un théâtre qui occupe et distrait les esprits quand il ne donne pas du prestige à une certaine élite africaine... sans y croire vraiment, pendant qu'on fait tout autre chose. Et l'une des choses que l'on fait, c'est qu'on gère le franc CFA avec tout ce que cela veut dire (l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla en parle très bien).

Donc la question qui est sur là, sur la table, est celle d'imaginer un modèle économique dans les rapports avec ces pays et d'arrêter la tricherie.

Kako NUBUKPO

En complément de ce qui a été dit, je voudrais rajouter trois choses.

La première a trait à la question du modèle économique. Ce qui se joue à l'heure actuelle est la question suivante : est-ce que le FCFA peut accompagner une transition d'un modèle d'extraversion économique vers un modèle où le marché intérieur serait le moteur de la croissance africaine ? C'est ce qui se joue fondamentalement. Dans le modèle d'extraversion, le véhicule monétaire et financier (le CFA) accompagne bien l'exportation des matières premières sans transformation, en contrepartie de

quoi l'accumulation des réserves de change permet l'importation des biens transformés. C'est le modèle de l'insertion primaire au sein de l'économie internationale, modèle dont les fondements économiques tiennent la route : il faut se spécialiser dans les secteurs où l'on a des avantages comparatifs, où on a une abondance de facteurs, et l'Afrique a plus de travail que de capital. Cela peut se justifier du point de vue de la théorie néoclassique du commerce international. Cependant, la donne change avec le doublement de la population tous les 25 ans. Quand le CFA a été créé le 26 décembre 1945, il y avait plus de monde en France que dans tous les 14 pays de la zone franc : 45 millions de personnes en France contre 30 millions dans toute l'Afrique zone franc. Aujourd'hui, on a 3 fois plus de monde en Afrique zone franc qu'en France. La clé pour les 50 prochaines années, c'est la question démographique. Si l'on ne trouve pas de modèle économique qui permette de donner des emplois à la jeunesse africaine, le modèle actuel implosera. L'instabilité sera le maître-mot des 50 prochaines années. Et c'est là où le type de modèle monétaire, de financement de ce marché intérieur va être déterminant. Là, je suis d'accord avec Jean-Michel Severino dans *Le temps de l'Afrique*. Severino dit que les Africains pensent à tort qu'ils vont se développer à l'asiatique (c'est-à-dire être très compétitifs à l'exportation et accumuler des réserves de change par un néomercantilisme à l'asiatique). Et il dit qu'ils se trompent. Le seul modèle possible pour les Africains est un développement sur le modèle de celui de l'Amérique du Nord, où la demande est le moteur de la croissance. Sur le plan économique, ce qui va se jouer, c'est la capacité du modèle CFA à se transformer au bénéfice du financement du marché intérieur.

Le second point est centré sur la question politique. Pour dire les choses simplement, aujourd'hui, le FCFA apparaît, pour la jeunesse africaine, comme l'assurance tout-risque que Paris accorde aux dictateurs africains en récompense de leur mauvaise gouvernance. Pourquoi Paris tient-elle tant au FCFA ? Car Paris dit : « le FCFA est une monnaie africaine ». Cependant, mardi [i.e. 26 mars 2019], le directeur adjoint du Trésor a fait une conférence de presse à Bercy à l'occasion de la conférence ministérielle zone franc qui se passe aujourd'hui [i.e. jeudi 28 mars 2019] à Niamey, mais dans aucun des 14 pays africains de la zone franc, il n'y a eu de conférence de presse... Il n'y a rien eu sur ce qu'est le FCFA et pourquoi on le maintient. Quelqu'un qui vous aime tant... cela finit par devenir suspect ! Pourquoi Paris tient-elle tant au FCFA, pourquoi justifie-t-elle le discours sur ses bienfaits avec les hypothèses de stabilité et de co-construction ? Le risque est là. Que la France perde la jeunesse africaine qui est en recherche d'émancipation. La jeunesse africaine n'a pas beaucoup d'éléments supranationaux qui lui permette de se réunir. La balkanisation des États à l'indépendance a fait que la plupart des débats politiques sont restés nationaux. Le CFA est l'un des rares sujets supranationaux dont dispose la jeunesse africaine pour se retrouver et pour se rendre compte de la similarité de ses problèmes et de ses aspirations. Cela explique aussi pourquoi il y a une hystérisation autour du FCFA : c'est un élément supranational et nous n'en avons pas beaucoup. Il faut faire très attention à la manière dont le Trésor communique sur le compte d'opération puisque ce dernier est ce qui matérialise l'assurance tout-risque des dirigeants. Nous connaissons les pays anglophones d'Afrique, leur monnaie fait souvent des yoyo ; mais ces monnaies apparaissent, dans leur taux de change, comme des indicateurs de la qualité de la gouvernance. En 2016, l'explication de la défaite du président ghanéen Mahama peut se trouver dans la perte de 40% de la valeur du cedi en un an. Les jeunes se disaient : « qui est ce président qui n'est pas capable de nous assurer un taux de change stable ? » Il a été sanctionné pour cela. Dans les pays de la zone franc, il y a sous-traitance de la souveraineté et donc capacité, du fait même de cette sous-traitance, à se soustraire de toute redevabilité.

Le troisième point est celui de l'élargissement des parties prenantes. Cela justifie notre présence ici aujourd'hui : les choses bougent.

La première invitée est le FMI. Mme Lagarde est allée l'année dernière à la réunion des chefs d'État des pays de la zone franc à Yaoundé pour leur dire de penser à dévaluer le CFA du fait de la faiblesse des réserves de la zone (plus que deux mois d'importation en termes de réserves de change). Cela

a mis mal à l'aise Michel Sapin, alors ministre des Finances de François Hollande, car jusqu'ici le monopole du discours sur FCFA au moment des conférences réunissant les chefs d'État était détenu par Bercy. Le FMI a toujours pris la peine, dans la mesure où son directeur est toujours un Français, de passer par Bercy pour dire les choses. Ici Christine Lagarde a fait une entorse à cette règle non écrite. Cela veut dire beaucoup. Les économistes du FMI sont généralement d'obédience néolibérale, formés à Harvard, Oxford, etc. Et la première chose qu'un libéral vous dit, c'est que la flexibilité du prix permet de connaître les éléments de rareté relative sur un marché ; or un taux de change est un prix. C'est le prix de la monnaie, comme le taux d'intérêt est le prix du crédit. Bloquer un taux de change, le maintenir fixe sur une aussi longue période, est perçu comme oxymorique vis-à-vis de la formation de ces élites du FMI. C'est un problème théorique et d'incohérence pour quelqu'un qui a toujours appris que le prix doit être flexible et à qui on dit : « non dans le cas du FCFA, cela ne va pas être possible ». Cette incohérence est généralisée à propos du FCFA. Quand j'étais à Oxford, je devais intégrer le FMI pour un stage de six mois, et j'ai passé des entretiens. A la fin des auditions, Hervé Joly, un économiste français, m'a dit : « c'est bon, je crois que vous allez intégrer le Fonds, mais on est d'accord, vous ne parlerez pas du FCFA ». J'ai évidemment décliné l'offre ! Si on ne peut pas parler monnaie au Fonds monétaire, les mots ne veulent plus rien dire. Un auteur a dit : « les mots savent de nous ce que nous ignorons d'eux ». Je ne sais pas si cela s'applique ici... Donc premier invité, le FMI. En plus, Christine Lagarde a dit autre chose. Elle a dit : « je déconseille aux Chefs d'État africains de s'attacher les services de consultants internationaux, notamment occidentaux »... Pour comprendre toute la portée de ce message, il faut savoir que Dominique Strauss-Kahn, ancien directeur du FMI, est conseiller de Sassou Nguesso.

Le deuxième invité est l'Union européenne. On en a parlé précédemment, avec la « charge » italienne. Mais il faut tout de même rappeler la décision du 23 novembre 1998 du Conseil européen : cette décision exige que Paris l'informe de toute modification substantielle du fonctionnement de la zone franc. L'Union européenne est co-gestionnaire du FCFA du fait du traité de Maastricht. La France avait obtenu, via le principe de subsidiarité, la possibilité de conserver la gestion du FCFA. Mais la contrepartie est que la France doit informer l'Union européenne qui, en définitive, est la responsable, la garantie ultime, puisque la France n'est pas propriétaire de la Banque centrale européenne. La garantie offerte désormais pour le FCFA n'est plus le franc, qui n'existe plus, mais l'euro. D'un point de vue juridique, donc, on est aux marges de la légalité dans la manière dont Paris fonctionne avec le FCFA. Tous les autres États-membres de la zone euro sont copropriétaires de cette relation. L'Italie s'est sans doute mal prise dans la manière de faire, dans ses arguments et dans ses raisonnements, mais elle a le droit, sinon le devoir, de poser la question du FCFA car elle est coresponsable de cette garantie. C'est pourquoi j'ai proposé que les réserves de change quittent le Trésor français pour aller à la Banque des règlements internationaux, pour sortir de ce tête à tête délétère entre la France et l'Afrique.

Le troisième acteur est la Chine. Pourquoi ? Parce que l'essentiel de la dette africaine de la zone franc aujourd'hui est vis-à-vis de la Chine. Si on n'arrive pas à trouver des modalités de gestion de la dette, des modalités optimales, cela peut faire effondrer le système monétaire. En effet, quand vous avez une charge de la dette qui vous empêche d'avoir des politiques budgétaires *ad minima* contracycliques, vous avez un décrochage de plus en plus fort entre le taux de change et la situation réelle de votre économie. Vous êtes en situation de mésalignement du taux de change, vous avez une surévaluation telle du taux de change que vous ne pouvez pas le supporter. C'est déjà le cas en Afrique centrale. Or en dehors de la Chine, les autres créanciers sont des millions de petits porteurs, ce sont des obligations souveraines. Ce ne sont plus les créanciers bilatéraux du Club de Paris d'antan, des créanciers que l'on connaissait. Du coup, les Chinois, avec leur route de la soie, essaient de faire adopter ce que l'on appelle entre nous l'« Angola mode » : le 15 août 2015, l'Angola a décidé d'adopter la monnaie chinoise sur son territoire. L'Angola n'est pas dans la zone franc, mais en Afrique centrale, beaucoup de pays ont le même profil.

Les Chinois essaient d'implanter cet « Angola mode » au Nigeria. L'été dernier, le Nigeria et la Chine ont signé un accord qui permet aux commerçants nigériens qui veulent aller en Chine pour commercer de récupérer directement des yuans en contrepartie du naira, ce qui permet de contourner le système international. Et la symétrie est vraie aussi, les commerçants chinois peuvent récupérer directement des nairas au Nigeria. Il y a donc clairement une offensive chinoise sur la zone franc en Afrique centrale qui inquiète particulièrement Paris en raison de l'inexistence d'un horizon commun dans cette zone, contrairement à l'Afrique de l'Ouest où l'on commence à penser à une monnaie CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest). La grande crainte est que si le système CFA implose, la Chine récupère l'Afrique centrale francophone.

La quatrième et dernière partie prenante, ce sont les mouvements anti CFA. Avec Hélène Gombert, de Sciences Po Lille, j'ai fait un travail sur ces mouvements anti-CFA qui met en évidence trois constats. Le premier, c'est l'importance des mouvements de la diaspora qui sont assez radicaux, très peu territorialisés, avec des slogans comme « l'Afrique libre ou la mort ». Ils expriment souvent des difficultés d'intégration dans la société française beaucoup plus qu'une analyse fine du FCFA. C'est Kemi Seba⁴ qui porte ces mouvements. Le deuxième constat est qu'en Afrique, les mouvements endogènes lient la question du FCFA à celle de la démocratie, ce qui en fait des mouvements beaucoup plus prudents que les précédents. Pour faire bref, ils se demandent si les Chefs d'État africains sont capables de gérer une monnaie. En gros ils disent : « Ok, le FCFA est un optimum de second rang, mais ne lâche-t-on pas la proie pour l'ombre en confiant à des gens qui n'ont jamais rien réussi la gestion d'une monnaie ? ». Ces mouvements sont représentés par « Y'en a marre » au Sénégal⁵ ou « le Balai citoyen » au Burkina Faso⁶. Le troisième constat, c'est que cette question n'est pas prise en charge par les partis politiques en Afrique, ni les partis de la majorité, ni ceux de l'opposition. D'une part parce que cette question est perçue comme étant technique. D'autre part parce qu'elle n'est pas assez clivante dans le débat national puisque que le FCFA est une monnaie supranationale. Enfin, les opposants gardent le fantasme que c'est Paris qui fait les élections en Afrique ; ils ont peur de critiquer le CFA, parce qu'ils pensent qu'ainsi ils pourraient ne pas accéder au pouvoir.

Ces quatre parties prenantes, qui sont entrées dans le jeu ces dernières années, justifient que l'on continue les travaux de recherche et les analyses sur le FCFA.

Massimo AMATO

Kako Nubukpo vient de poser la question du coût du maintien de la zone franc. Il faut donc se demander quelles sont les alternatives, quels sont les coûts d'une disparition du FCFA. Quels sont les risques du changement ? Pour cela, il faut entrer dans le débat technique.

Posons avant tout cela : le FCFA est l'euro en miroir. Pas seulement à cause de l'arrimage du FCFA à l'euro, mais surtout parce que le CFA et l'euro sont les deux seules zones à monnaie unique du monde. Il y a donc des questions qui se posent aux deux, même s'il y a des différences qui ne sont pas marginales, et notamment le fait que l'euro flotte librement, et qu'il peut même faire l'objet de dévaluations compétitives (et de fait, il y a eu une politique explicite de la part de Mario Draghi de dépréciation vis-à-vis du dollar). Dévaluation compétitive, cela veut dire que vous dévaluez quand vous êtes en position de surplus, car si vous êtes en position de déficit, le prix de la monnaie diminue pour des raisons purement économiques d'offre et de demande. Mais à part cela, ce sont les mêmes mécanismes, les mêmes avantages et inconvénients pour les deux zones. Ce qui explique aussi le fait qu'il n'y a pas

⁴ Français d'origine béninoise, c'est un essayiste et chroniqueur anticolonialiste et panafricaniste qui, depuis 2017, a pris la tête de la lutte contre le FCFA.

⁵ Collectif contestataire composé de journalistes et de rappers.

⁶ Mouvement contestataire composé de journalistes, artistes et étudiants.

seulement des mouvements sociaux contre le FCFA, mais aussi des mouvements sociaux en Europe contre l'euro. Les mêmes populistes qui émettent des sons tonitruants contre le FCFA demandent à sortir de l'euro, à faire sauter ce mécanisme antinational qui opprime les peuples. A vrai dire, et il ne faut pas l'oublier, ces populismes sont alimentés par une réelle situation d'échec de l'euro qui dure depuis 2010 mais qui n'a pas amené les élites européennes à penser sa réforme. L'idée est que le maintien de l'euro à l'identique serait finalement le moindre mal par rapport à la sortie de l'euro. Mais cela ne fait qu'alimenter les mécontentements et accroître l'attrait des solutions anti-euro. Face à cet argument du moindre mal, un économiste italien a récemment affirmé, à juste titre à mon avis, que le meilleur allié du mal était le moindre mal. Si l'on ne touche pas à certains mécanismes de l'euro, les populismes ne feront que s'accroître car on est dans une situation d'échec économique qui est dû aussi au mécanisme monétaire qui régit l'euro. Ma position est que l'on ne peut garder l'euro tel qu'il est, qu'on ne doit pas le faire disparaître non plus, mais qu'il faut le réformer pour en changer la logique de fonctionnement. Cela est le cadre : s'il faut changer le FCFA, pour les mêmes raisons il faut changer l'euro. Je voudrais mettre en évidence ces parallèles, ces symétries.

Quels sont les avantages du CFA ? Un taux de change fixe, pourquoi pas ? Car un taux de change fixe, cela veut dire que l'on n'a pas de risque de change. C'est vrai que le taux de change est un prix comme ne manquent pas de le rappeler les tenants d'un change flexible, mais il y a eu de longues périodes dans l'histoire où on a vécu avec un taux de change fixe, à l'instar de la période de l'étalon-or, ou des Trente Glorieuses. Mieux encore, et là c'est la première question technique que je voudrais aborder, sous le régime de Bretton Woods, les taux de change étaient fixes mais ajustables (on avait donc un taux de change géré de façon multilatérale sur la base de règles et d'institutions pour rééquilibrer la situation internationale). Les taux fixes en zone franc évitent les risques de change et permettent le libre mouvement des capitaux. L'euro en tant que monnaie unique est un accord de change fixe entre pays européens : il permet donc la mobilité des capitaux en Europe. La création des marchés intégrés globaux européens a permis jusqu'en 2010 une certaine convergence des économies européennes.

Quel est l'inconvénient ? Le théorème de Mundell-Fleming présente le trilemme suivant : vous avez 3 buts à atteindre mais seuls 2 d'entre eux sont atteignables simultanément. Il faut donc choisir. Les 3 buts sont le taux de change fixe, la liberté de mouvement des capitaux, et l'autonomie des politiques nationales, c'est-à-dire la possibilité de faire des déficits, et de les monétiser pour soutenir la croissance intérieure, surtout avec des investissements. Dans le cas du FCFA, mais aussi d'une certaine manière de l'euro, on a fait le choix du taux de change fixe et de la liberté de mouvement des capitaux. Ce que l'on n'a donc pas, c'est l'autonomie des politiques nationales. Or c'est exactement ce que les populistes, les souverainistes européens réclament : il faut se donner la possibilité de faire des déficits et d'ouvrir les vannes de la dépense publique et de la politique monétaire pour sortir de la situation de crise.

Le CFA tel qu'il est marche très bien tant que les pays africains de la zone franc restent dans un positionnement assez bas au sein de la chaîne de valeur, c'est-à-dire tant qu'ils n'exportent, en gros, que des matières premières. Avec peut-être une modification mineure, faisable dans le cadre du CFA tel qu'il est, idée que l'on voit circuler dans les cercles du FMI par exemple, qui est celle d'arrimer le FCFA à l'euro mais aussi à l'autre grande monnaie internationale qu'est le dollar et qui est particulièrement importante lorsque l'on parle de matières premières, et surtout de pétrole. Le Nigeria ne pourrait jamais s'arrimer à l'euro sans s'arrimer au dollar. Mais tant que l'on reste dans le positionnement de l'Afrique dans la partie basse de la chaîne de valeur, le FCFA a sa raison d'être, même s'il a son coût : on ne peut pas mener de politique monétaire et fiscale expansionniste. Et c'est là que l'on retrouve le problème démographique tel que Kako Nubukpo nous l'a rappelé. Nous sommes dans des économies et des sociétés qui connaissent une croissance importante de la population face à laquelle le système ne peut pas suivre. Dès que vous faites de l'expansion en interne, vous avez une pression sur le taux de change qui bloque le système. Pour ne pas bloquer le système, il faut faire des politiques monétaires restrictives, presque

déflationnistes. Et surtout, il ne faut pas toucher à la politique fiscale et s'interdire des déficits. Dans des pays en voie de développement, cela veut dire trois choses : s'empêcher d'investir massivement dans les infrastructures, dans la santé, et dans l'éducation. Car ce n'est pas le secteur privé qui va faire cela. Malheureusement, on sait très bien qu'en Afrique de l'Ouest, si la santé marche, c'est grâce au privé, mais au prix d'une exclusion énorme de la population des services sanitaires. Voilà l'enjeu : peut-on se contenter de rester dans un système qui a ses bienfaits si, et seulement si on reste sur la partie basse de la chaîne de valeur ? Si on le pouvait, les élites actuelles seraient probablement assez satisfaites car quand on dit matières premières, on dit rente (rente minérale, rente pétrolière, etc.). Donc cela marche très bien, avec une forte polarisation des richesses évidemment : vous avez des très riches qui jouissent de la richesse et exportent même une partie de leurs revenus, pour investir avenue Foch ou ailleurs, et des très pauvres, exclus de cette rente. Cette même rente qui, dans d'autres situations politiques comme en Norvège, est la base à partir de laquelle construire un revenu minimum de base diffus.

Que peut-on tirer de l'histoire européenne pour aider à penser la transition vers une monnaie africaine détachée du FCFA, adéquate aux exigences démographiques, sociales, économiques ET politiques de l'Afrique ?

Car on ne peut envisager une économie qui croît et dans laquelle la plupart des gens sont exclus. Ce sont des sociétés très polarisées dans lesquelles la mobilité sociale est quasiment impossible du fait de la structure de l'économie, ce qui a des conséquences politiques...

Dans l'histoire de l'Europe, on peut distinguer de façon très nette la monnaie unique et la monnaie commune. Toute monnaie unique est une monnaie commune par définition, mais on peut très bien imaginer une monnaie commune qui ne soit pas unique et donc une situation de pluralité monétaire. Est-ce un rêve ou est-ce que c'est de l'histoire ? La réponse est très claire. C'est de l'histoire. Entre 1950 et 1958, l'Europe était en train de se faire : le Traité de Rome est certes signé en 1957, mais l'union européenne des paiements (UEP) avait déjà commencé en 1950 avec une monnaie commune, qui était pour les pays adhérant à l'UEP, une simple monnaie de compte : c'était le dollar (du fait du Plan Marshall). L'unité de compte de l'UEP était une monnaie qui n'était celle d'aucun pays adhérent, elle était donc internationale, et à côté de cela vous aviez les monnaies nationales et vous aviez des accords de paiement multilatéraux entre les pays adhérents. Cela veut dire qu'il y avait une chambre de compensation, autrement dit la possibilité d'utiliser la créance vis-à-vis de l'un des États pour importer d'un autre État appartenant à la chambre. Et si tout allait bien, on se retrouvait dans une situation d'équilibre, une possibilité de convergence tendancielle des balances commerciales de tous les pays adhérents. Pendant ces huit années, cela a très bien marché : au début de cette aventure, il y avait un grand débiteur, l'Allemagne, qui a pu payer ses dettes par ses exportations, précisément parce qu'elle était à l'intérieur de la chambre. On a assisté alors à deux choses importantes. D'abord, aux miracles économiques allemand et italien, qui ont permis que, en 1957, lors de la signature du Traité de Rome, les pays se parlaient à égalité. Il n'y avait pas de pays hégémonique, pas de pays créanciers et d'autres débiteurs. Ensuite, une forte augmentation du commerce intraeuropéen, avec des taux de croissance de 7% par an, et cela non pas au détriment du commerce extérieur mais au contraire en augmentation aussi du commerce de l'Europe avec le reste du monde. Quand il s'est agi de penser la sortie du franc colonial, on a imaginé une union africaine de paiements aussi, conceptuellement arrimée à l'Union européenne de paiement. Le grand avantage de cette monnaie commune, c'est que vous avez une politique commune mais en même temps une liberté supplémentaire qui permet aux pays de mener des politiques nationales propres, des politiques nationales autonomes. La contrainte extérieure n'est pas là car il y a une tendance à la réabsorption des surplus et des déficits qui multilatéralisent, voire mutualisent, les coûts de l'ajustement. On est bien loin des politiques européennes actuelles où il y a des pays créanciers et des pays débiteurs, des pays en surplus et pays en déficit, avec une pression, toujours croissante, des pays en surplus vis-à-vis des pays en déficit, et avec des contraintes qui empêchent les

pays en déficit de faire des politiques internes qui leur permettraient de sortir de cette situation. On est en situation d'inégalité de relations, et d'impossibilité de faire des politiques nationales adaptées.

Si la question est celle du modèle économique, c'est-à-dire du repositionnement de l'Afrique de l'Ouest dans la chaîne de valeur, et si c'est l'agro-alimentaire et une industrie manufacturière orientée vers le marché intérieur qui vont pouvoir s'y développer (opinion que nous partageons, Kako Nubukpo et moi-même, avec Severino), alors une « union africaine des paiements » pourrait être une solution plus adéquate qu'une simple africanisation du FCFA tel qu'il est actuellement.

Mario GIRO

En dehors de la question politique, qui est celle de la sous-traitance de la souveraineté, la question est celle de l'insertion dans le commerce international qui ne peut arriver que par l'insertion dans la production internationale. On peut retourner la chose dans tous les sens, une chose s'impose : l'Afrique doit produire. Tout comme l'Asie est entrée dans le commerce international par la manufacture industrielle, l'Afrique doit y entrer par son atout : la terre cultivable libre qui existe en abondance : deux millions d'hectares, en dehors des forêts, à travers l'agrobusiness. Pour le grand objectif *Feed the planet*, on ne pourra que s'adresser à l'Afrique. Avant que l'accaparement des terres ne se développe encore davantage et que les grandes multinationales se soient tout approprié, il faut que l'Afrique soit en mesure de produire. C'est la question fondamentale, sinon il n'y aura rien à vendre et il ne sera pas possible de se libérer à travers une monnaie commune et un système de compensation. Quand je suis allé voir les businessmen africains pour leur demander ce qu'ils pensaient de la polémique franco-italienne, ils ont tous dit qu'ils étaient contre le FCFA mais à une condition : avoir monnaie commune. Une monnaie commune dont le cœur ne soit plus en France, ni à Bruxelles, mais en Afrique.

Mais comment devenir producteur et pas seulement exportateur de matières premières ? Comment passer de « gisement » de l'économie mondiale à « acteur » de celle-ci ? C'est la question : la coopération internationale occidentale doit se réformer, ce que j'ai essayé de faire pendant deux ans au ministère italien de la Coopération, et s'atteler à cela : le transfert de know how, de technologie et de connaissance pour que l'Afrique prenne sa place dans le système de production. Or cette place est aujourd'hui vide. Quand je parlais avec le vice-ministre chinois du Commerce extérieur, ce dernier me disait : « vous, vous ne comprenez pas. Moi, tous les matins, je me réveille en me demandant comment je vais nourrir un milliard et demi de Chinois. »

Pour atteindre cet objectif de développement de l'agro-industrie africaine, il faut toute une série de conditions. La première, c'est sans aucun doute d'en finir avec la protection européenne sur sa production agricole. Vaste programme ! Nous le savons mais nous pensons à nos agriculteurs... Il y a encore quelques jours, nous avons eu la révolte des bergers italiens en Sardaigne pour le prix du lait de chèvre et de brebis, pour ne pas parler de la polémique sur l'huile d'olive tunisienne ! La deuxième condition, c'est la question phytosanitaire : il y a des règles, et il faut être au niveau pour importer et pour exporter, pour respecter les bases qui régissent le marché international. Et là on revient à ce que l'on disait tout à l'heure. Si on laisse la santé et l'éducation privatisées et donc en exclure la majorité des Africains, on n'aura jamais les capacités pour être leader dans l'agro-industrie car les gens doivent être bien portants et bien éduqués pour ce faire. C'est toute une chaîne. Sinon, cette spécialisation ne sera possible que pour les grandes entreprises transnationales de l'agrobusiness mondial, qui pourront alors exploiter la terre sans les hommes. Il y aurait le développement de l'Afrique et pas des Africains, et on reviendra à la case de départ. La troisième chose, très importante pour l'Italie mais sans doute pour la France aussi, c'est que tout cela doit se faire avec un transfert de savoir-faire des PME qui font la qualité de l'agriculture, par exemple en Italie. Mais les PME sont comme des soldats avec un fusil à une seule cartouche : si elles ratent un investissement, elles sont mortes. Il faut donc les accompagner.

Les grandes entreprises peuvent se permettre de rater des occasions, d'acheter et de revendre. Vu aussi la question foncière qui, en Afrique, est particulièrement compliquée, vu la question de la propriété de la terre, des techniques agricoles, du transport interne et de toute la chaîne de froid, etc., il faut mettre ensemble toute une panoplie d'outils et de systèmes qui est difficile à créer même en Italie. Mais c'est possible. On a fait des expériences. Il faut des États ouverts à cet échange, pour qu'*in fine* cela devienne un commerce B to B (privé à privé) et non pas G to G (gouvernement à gouvernement), ce qui pose de gros problèmes politiques. C'est difficile. Il faut amener les PME européennes, les faire rencontrer leurs vis-à-vis africains, trouver un langage commun et commencer à penser comment on produit ensemble. Tout le reste est superflu et on pourra avoir une ou mille monnaies, et cela ne donnera rien. L'Afrique doit entrer de plain-pied dans la production mondiale. On a parlé de l'agro-industrie mais ce n'est pas le seul secteur. On peut penser aux énergies renouvelables. L'Afrique aura son mot à dire. Mais là, on a besoin d'infrastructures, et seul le public peut s'en occuper.

Massimo AMATO

Je suis d'accord avec Mario Giro, mais il ne faut pas séparer monnaie et économie. La façon dont on pense la monnaie dit la façon dont on pense l'économie. La monnaie est importante car c'est un concept général, c'est une institution. Mais quand on se tourne vers la pratique, vers l'action, la question se retourne : « dis-moi ce que tu veux faire, et je te dirai quelle monnaie il te faut instituer ». Donc il est sûr que c'est la question du modèle de développement qui est première et qui doit être pensée.

Je voudrais juste rapidement revenir sur les populismes. Les populismes, c'est en partie une réaction violente de clôture face à des mécanismes qui au lieu d'articuler l'universel avec le particulier, polarisent. En Europe c'est la même chose : on est anti-européen parce que l'Europe est perçue comme un mécanisme qui empêche de collaborer entre États-membres et les met en compétition. On parle de libéralisme, mais il s'agit en fait de mercantilisme. Car dans une union monétaire dans laquelle il y a la possibilité d'accumuler toujours plus de surplus, on n'est pas dans le libéralisme mais dans le mercantilisme. Le mercantilisme, c'est l'idée qu'il y a de la compétition pour accumuler du surplus, car qui a du surplus a de la puissance et peut faire pression sur les autres. Durant les Trente Glorieuses, de 1945 à la fin des années 1970, les pays hégémoniques, c'est-à-dire en surplus, ont su dépenser leur surplus. C'est quoi le Plan Marshall si ce n'est la dépense systématique d'un surplus ? Même au 18^{ème} siècle, l'Angleterre était devenue le centre du monde car elle avait mené une politique mercantiliste farouche contre la Hollande, contre la France ; mais une fois gagnée cette position de première puissance, elle a instauré le libéralisme, c'est-à-dire le libre-échange. Les populismes arrivent quand il y a une polarisation entre instances nationales et instances internationales, alors même qu'il y a le devoir politique d'articuler les deux. Si on ne le fait pas, on va voir l'Europe se dissoudre par la rigidité de ses classes dirigeantes.

Kako NUBUKPO

A sa création, le FCFA était très cohérent, car c'était la monnaie d'un État fédéral, c'était la monnaie de la Fédération de l'Afrique occidentale d'une part, et de la Fédération de l'Afrique équatoriale française de l'autre. Il y avait unité politique dans la figure du gouverneur de la fédération. Et unité financière, avec le budget de la Fédération. C'est au moment des indépendances que l'on a raté le premier pas. On aurait pu envisager de garder les Fédérations et la question aurait été ensuite celle, générale, de la gestion optimale de la monnaie de la Fédération. Mais dès lors que l'on a opté pour la balkanisation, on devait se poser la question de la coexistence de politiques nationales propres et d'une monnaie commune. Massimo Amato a raison de rappeler que Daniel Cabou avait imaginé cette union africaine des paiements faisant cohabiter des monnaies nationales et une monnaie commune supranationale (le FCFA, qui aurait servi de monnaie dans les échanges internationaux) avec un compte d'opération qui aurait été logé auprès du Trésor français en simple compte d'avance (autrement dit une sorte de FMI).

Ce schéma, proposé en 1960, a été repris par Samir Amin en 1969 à la demande du président nigérien Hamani Diori qui lui demandait les grands axes d'une réforme du FCFA. C'est à partir de ce travail qu'Hamani Diori a demandé à Georges Pompidou, en 1972, une réforme du FCFA. Cette question est toujours d'actualité. Ce que l'on peut envisager actuellement, c'est un FCFA rattaché à un panier de devises, un optimum de second rang en attendant d'avancer vers ce système de dualité proposé par Massimo Amato.

À l'indépendance, il s'est joué quelque chose d'intéressant : il y avait deux blocs. Le bloc « nationaliste », avec Sékou Touré en Guinée, Silvanus Olympio au Togo et Modibo Keita au Mali qui refusaient le FCFA, et le bloc des « modérés », avec Houphouët-Boigny pour la Côte d'Ivoire et Senghor pour le Sénégal, et qui ont endossé cette monnaie. Aujourd'hui, ce qui se joue, c'est la suite du match « nationalistes » versus « modérés », avec comme élément additionnel la dégradation de la situation économique en zone franc qui a donné, certainement à tort, l'impression que les « modérés » n'avaient pas raison. Les « nationalistes », qui ont un discours panafricaniste alors même qu'ils n'ont pas fait preuve de panafricanisme au moment des indépendances (ils n'ont pas opté pour la Fédération à ce moment-là), servent de base de légitimité à des mouvements qui s'appuient sur ces Afriques rêvées, mythifiées pour demander la fin du FCFA. C'est cela qui leur donne du poids au nom du fait que les « modérés » n'ont pas fait la preuve de leur capacité à engendrer la prospérité, qu'ils se sont ralliés aux programmes d'ajustement structurel et donc à un modèle économique pour le moins... disons... non inclusif. Pour les « modérés », l'enjeu aujourd'hui est d'arriver à produire un discours capable de s'opposer au discours des populistes africains qui trouvent facilement des relais auprès des populistes européens, d'arriver donc à mettre au cœur de leurs politiques l'intérêt général et de mettre en place des politiques beaucoup plus inclusives que celles qui ont cours jusqu'ici.

Boris SAMUEL

Je pense que le débat a ouvert trois pistes de réflexion importantes.

La première est la question de la monnaie commune et de sa conservation, quel que soient les scénarios choisis ou à venir. Or aujourd'hui il y a des débats sur la sortie du FCFA avec la monnaie CEDEAO : est-ce un scénario crédible ? Une sortie par le haut est-elle possible par la création d'une autre monnaie commune ?

La deuxième question est celle de l'hystérisation des débats sur le FCFA. Les mouvements qui contestent le plus fortement le FCFA ne posent pas la question en termes économiques et techniques, mais en termes de souveraineté. Comment faire converger un débat politique fondamental et la question économique qui se pose autour de la monnaie ? Comment faire pour que le débat sur le FCFA soit aussi appropriable par les mouvements sociaux tout en assumant cette dimension technique et économique indispensable pour en comprendre le fonctionnement et donc les conséquences ?

La troisième et dernière question est celle de ce que Kako Nubukpo a appelé les « nouvelles parties prenantes ». Peut-on considérer le FMI et l'UE comme des parties prenantes si nouvelles, y compris dans leur positionnement par rapport au FCFA ? On pourrait émettre l'hypothèse suivante : les renégociations qui ont eu lieu en 1994 au moment de la dévaluation du FCFA ont posé les bases de cette politique de la stabilité, qui met la monnaie et le FCFA, avec ses arrangements institutionnels actuels, comme un objet commun entre les différents gouvernements. Le FMI avait déjà beaucoup poussé pour la mise en place de la politique monétaire qu'on a aujourd'hui, avec les éléments d'une désinflation compétitive. Au fond, ne sommes-nous pas en train de remettre en cause ces acteurs qui avaient émergé en 1994 et le compromis négocié en 1994 ? Au moment de la dévaluation de 1994, l'économiste Jean Coussy avait, dans un article de *Politique africaine*, évoqué le fait que les gouvernements africains de la zone franc avaient éludé le débat sur la légitimité du changement de parité pour se concentrer sur l'accès à ce que

l'on avait appelé, de façon provocatrice à l'époque, la « rente de la dévaluation », c'est-à-dire la promesse d'une aide en contrepartie de ce changement de régime monétaire. Autrement dit, la dévaluation contre la promesse de la poursuite de l'aide internationale et contre la perpétuation du financement extérieur du déficit. N'est-on pas en train d'assister, aujourd'hui, à la remise en question de ce compromis de 1994 ?

Olivier VALLÉE

Les intervenants ont bien rappelé que la monnaie, les politiques monétaires, le système financier, les signes monétaires sont des catégories différentes qui ont chacune un contenu politique différent et que c'est cette différenciation des topiques qu'il faut avoir à l'esprit tout en n'oubliant pas le miroir italien. Je voudrais rajouter une dimension qui n'a pas été évoquée : la dimension matérielle qui est souvent oubliée. L'Italie y a sa part. Dans un livre ancien, j'avais montré que le FCFA avait servi à subventionner Toyota. Aujourd'hui, la grande victoire économique et symbolique de l'Italie est Dolce Gabbana qui a complètement modifié les modes de consommation, de la même façon qu'aujourd'hui, dans la plupart des capitales africaines, les pizzerias se sont multipliées et ont modifié les modes de consommation. On peut renvoyer au seul indicateur sérieux, le Hamburger Index, qui donne les prix en parité de pouvoir d'achat dans l'ensemble du monde de la pizza ou du Burger. C'est cela le véritable indice de la valeur réelle du FCFA, qui donne une idée de la dévaluation nécessaire du FCFA par pays.

Par ailleurs, l'Afrique zone franc a déjà expérimenté une rupture, qui passe souvent inaperçue, mais qui montre que le pacte a été rompu. Cette rupture, je l'ai vu lors d'une réunion de la zone franc, lorsque Laurent Fabius a embrassé Laurent Gbagbo. Quelques semaines après, Fabius a quitté son poste tandis que Gbagbo conservait le sien. Avec l'ensemble de la zone franc contre lui et la manipulation de la banque centrale, il a réussi à faire fonctionner le système financier (et pas monétaire) en arrivant à avoir un pays pas plus endetté qu'à son arrivée. Cela montre bien qu'il n'y a pas un centre manipulateur (Paris) qui empêcheraient des politiques alternatives. Ces politiques autres sont possibles, il faut des idées et bien évidemment un accord tacite de Paris, qui à mon avis n'y est pas réticent. Idriss Déby, aux vues de ses ressources, pourrait aussi expérimenter une gestion particulière du FCFA. Derrière ce que l'on nomme le populisme ou le souverainisme, n'y a-t-il pas l'aspiration à un autre style de consommation que le FCFA rend un peu vieillot ?

Massimo AMATO

Le fond de la question de la monnaie commune soulevée par Boris Samuel est la question fondamentale de la convergence. On est en Europe et surtout en Afrique dans une situation où les économies ne sont pas convergentes et où elles ne sont pas suffisamment intégrées entre elles. Mais une monnaie commune pour la zone dans son ensemble, combinée à des monnaies nationales, est un système qui pourrait développer des complémentarités économiques entre les pays. Dans une zone de libre commerce, il faut une spécialisation : si je peux faire tout, il faut que je renonce à quelque chose pour faire des échanges. Ce n'est que sous cette condition qu'une zone de libre commerce est une zone équilibrée. Pour pouvoir importer, je dois pouvoir exporter. La zone dans son ensemble doit me donner l'opportunité de faire les deux choses. J'ai besoin de sentiers de développement complémentaires. Dès lors, la question de la souveraineté devient moins importante : quand la monnaie fonctionne, personne n'en parle ! L'idéal pour la monnaie, c'est de ne pas être importante, l'idéal pour la souveraineté monétaire, c'est que la monnaie ne soit pas un outil de pression et de hiérarchisation. Comme le dit Keynes, dans la réforme monétaire, il est difficile de faire comprendre que la monnaie n'est rien en soi. La monnaie est un simple instrument qui, lorsqu'elle a fait son travail, disparaît de la somme des richesses d'une nation. La monnaie non dépensée n'est pas le signe de la richesse.

Il est clair que derrière la question de la réforme monétaire, il y a la question de la dette : on est dans une crise qui, pour la première fois dans l'histoire, n'a pas donné lieu à diminution de la dette. Depuis John Law en passant par la Dépression de 1929, toutes les crises de la dette ont donné lieu à une restructuration de la dette. Quand on est en crise, il faut que les débiteurs devenus insolvable parlent aux créanciers et que ces derniers acceptent de renoncer à des créances que l'on ne peut plus réclamer. Mais dans la période actuelle, on n'a pas fait ce choix : sans effectuer aucune remise de dette, on a plutôt refinancé des débiteurs devenus insolvable. C'était déjà le cas de l'Afrique : tant qu'il y avait la menace communiste, les puissances capitalistes occidentales ont accepté, pour des raisons d'équilibre bipolaire, de ne pas être payées, mais avec la fin du communisme, elles ont exigé d'être remboursé. C'est cela la conjoncture politique à la base du Consensus de Washington et des politiques d'ajustement structurel. Comme on ne veut pas être mal avec les créanciers, on refinance des débiteurs insolvable non pas pour qu'ils repaier leur dette, mais juste pour la servir. D'où la nécessité d'imposer à ces pays les programmes d'ajustement structurel, c'est-à-dire des politiques économiques d'austérité. A Nantes en 2012, au mémorial de l'esclavage, j'ai pu écouter l'ancien président béninois Nicéphore Soglo qui racontait comment, lorsqu'il était jeune et délégué de son pays auprès du FMI, on lui donnait des recettes. Lorsqu'il revenait dans son pays, il devait dire à ses compatriotes : « c'est dur mais il faut le faire ». Et Soglo de continuer ironiquement : « je constate que maintenant, vous faites comme nous ! ». C'était le moment de la crise grecque. Pour sortir de la situation actuelle, il faut rediscuter le rôle de la finance et donc de la dette au niveau international. Tant que les marchés financiers auront le dernier mot, la question de la sortie sera toujours exposée au risque de spéculation et de dévaluation. Si l'euro explose, on entre dans une partie de jeu d'échec dont on connaît la première manche, peut-être la seconde, mais absolument pas les autres, avec le risque de pressions intolérables de la part des marchés internationaux, qu'on pourrait qualifier d'association de créanciers plus ou moins anonymes mais en tout cas politiquement irresponsables. C'est pourquoi il faut que les unions restent des unions, et donc qu'elles soient dotées d'institutions. Il existe des institutions qu'il faut garder : les banques centrales. Il est facile d'aller contre la caste, contre le « système » (qui est d'ailleurs à l'origine le mot nazi pour parler de la démocratie de Weimar) ; mais après, quand on doit reformer un système... il faut être inventif.

Mario GIRO

Ce qui s'est passé en Italie avec la victoire électorale des populistes et des souverainistes est exactement une réaction hystérique dans une situation où on ne veut pas être traité comme on a traité la Grèce. Les gens ne comprennent pas tout, ne savent pas tout, mais ils ont l'intuition que, l'Italie ayant une immense dette publique qui ne cesse d'augmenter chaque jour, les pressions européennes allaient être fortes et contraignantes. Il faut dire qu'ils en avaient eu un avant-goût avec le gouvernement Monti qui avait voulu s'éviter une mainmise de la Troïka et avait dit « on va faire l'ajustement structurel nous-même », avec son lot de hausse des impôts, de coupes budgétaires, etc. Les Italiens ont réagi en votant de façon instinctive : cela ne doit pas arriver. Ce sont des phénomènes qui ressortissent de la « géopolitique des émotions » qui change profondément la donne politique.

Quel rapport avec l'Afrique ? Cela a beaucoup à voir car les relations entre l'Europe et l'Afrique ont déjà beaucoup changé, du moins dans l'esprit des Africains, dont il faut rappeler que 65% d'entre eux ont moins de 30 ans. Les jeunes Africains n'attendent plus de solution de l'Europe, ni de l'Occident en général. Ils ont sécularisé l'amour pour leur terre, ils n'ont plus le rêve de leurs pères, celui de l'unité africaine, de la rhétorique du socialisme africain ou de la seconde indépendance. Ils raisonnent comme leurs camarades du même âge ailleurs et pensent avant tout à leur destin individuel. C'est très clair en ce qui concerne les migrations dont on ne comprend rien en Europe. C'est la question des États versus des personnes. Nous ici, nous pensons la migration comme une drame démographique, comme l'illustre le livre de Stephen Smith : « la ruée vers l'Europe » s'explique par des raisons économiques ! Il n'est

pas sûr qu'il y ait ruée vers l'Europe, et pas sûr que les jeunes Africains aient envie de continuer à venir en Europe vu la façon dont on les traite. Mais le plus important, c'est qu'il y a eu un réel changement anthropologique : le « moi je » domine. Avant, les vieux d'un village malien décidaient quel jeune devait partir pour rapporter des remises, construire le puit, faire l'école du village. Maintenant, les jeunes s'entassent dans les bidonvilles, ils sont des hors-ethnie, des hors-village, des hors-terre, et ils décident individuellement (ils ont été préparés pour cela par des événements comme les guerres civiles) et en groupe de partir. Pourquoi ? Tout simplement parce que la globalisation, c'est quatre libertés : la liberté de biens, des services, de la finance et... des personnes ! Pourquoi, pour eux, cette quatrième liberté ne serait pas valable ? Ils veulent leur part comme tout le monde. On leur dit que la globalisation est une opportunité... et bien ils veulent leur part. Quand les jeunes arrivent à sauter au-dessus des barbelés de Ceuta ou Melilla, ils sont tous blessés mais ils se réjouissent devant les caméras pour qu'on les voit en Afrique. Car la « migration » est un voyage initiatique. Ils savent très bien ce qui les attend. Dans cette perspective, toute la polémique sur les « migrants économiques » n'existe plus, c'est du passé. Bien sûr il y a le rêve de trouver du travail ; mais il y a surtout l'envie de prendre sa vie entre ses mains et de décider quoi en faire. « Le pouvoir de décider » était le slogan de la réunion de Dakar de tous les mouvements civiques comme « Y'en a marre », « le Balai citoyen » dont on a parlé tout à l'heure, et d'autres. Cela à la barbe de leurs dirigeants. Et on le voit dans les élections : les pouvoirs arrivent encore à gagner les élections mais ils n'arrivent pas à noyauter le système des média sociaux. Les jeunes accusent le pouvoir et les anciens d'avoir trahi leurs rêves, et ils prennent leur destin en main. Tout a changé. C'est en ce sens aussi que la relation avec l'Europe a changé. Les Africains n'attendent plus grand chose de nous, Européens. Cette révolution anthropologique, espèce de « 68 » africain, est fondamentale. Les jeunes savent que la privatisation de la santé comme de l'éducation fait qu'il n'y a plus d'espace à la maison : on circule, d'abord dans la zone, comme c'est une tradition, puis à Lampedusa, et puis ailleurs car on entre en Chine sans visa. Bien sûr, la Chine, c'est compliqué. Mais les Africains sont en train d'établir en Chine des églises afro-chrétiennes indépendantes et autres cultes évangéliques : les Chinois ne peuvent réprimer des Africains qui chantent, prient et dansent dans une salle. Qu'est-ce que cela va donner en Chine dans 20 ans ? Nos débats sur l'émigration sont en retard. Nos dirigeants devraient regarder ces évolutions en face, et la question individuelle, celle du sujet, dans toutes ses conséquences. Cette révolution anthropologique laisse devant nous une génération d'Africains beaucoup plus consciente d'elle-même, qui ne se laisse plus dire ce qu'elle doit faire. Et cela aussi va dans le sens contraire de nos idées européennes d'ordonner le monde, cette manie de classer tout, cette maladie des Blancs : la « talassonomia » des Romains. Tout doit avoir un nom, un espace précis. Cette manie a continué des millénaires, mais cette manie doit aujourd'hui être révisée.

Kako NUBUKPO

Une explication pour expliquer l'inertie du système FCFA, c'est ce que j'appelle la prédation intra zone franc : les classes moyennes urbaines en zone franc arrivent à vivre au-dessus de leurs moyens (c'est-à-dire à importer l'essentiel de leur consommation, leurs automobiles, leurs réfrigérateurs, leurs smartphones, etc.) grâce aux devises, donc aux réserves de change produites par les paysans africains, les producteurs de café, de cacao, de coton qui, en retour, ne bénéficient pas des services publics qu'ils seraient en droit d'avoir, que cela soit en termes d'éducation ou de santé, d'accès à l'eau potable ou à l'électricité. L'inertie vient aussi de cela : les classes moyennes urbaines et plus encore les élites mondialisées profitent de ce système. C'est un élément que les Africains ne mettent pas souvent en évidence car la facilité est de tout faire reporter sur la France. Le système FCFA perdure aussi parce que ce système profondément inégalitaire profite aux élites urbaines africaines qui ont le pouvoir. C'est un système qui leur permet de vivre au-dessus de leurs moyens. C'est un élément fondamental. Il y a deux éléments. Le premier est l'élément Paris, celui de la nostalgie de l'empire, avec tout ce

qu'il y a autour. Ainsi, de la réunion chaque mois d'octobre à Paris, une semaine avant les assemblées générales de la Banque mondiale et du FMI à Washington, ce que j'appelle « la route de la servitude volontaire ». Les 14 chefs d'État de la zone franc viennent à Paris, et souvent le ministre des Finances français n'est même pas là, ils sont simplement reçus par le directeur du Trésor. Et après, il faut aller à Washington pour faire allégeance au FMI. Et le second élément, c'est celui que je viens d'évoquer, c'est cette prédation intra zone franc et l'inégalité en faveur des classes urbaines.

Boris Samuel a posé la question du consensus post-dévaluation ? N'y a-t-il pas une implosion de la zone franc ? Je pense que oui car les dirigeants africains n'ont jamais voulu ou pu se doter d'une vision sur le type d'intégration régionale. Je reste persuadé que le point focal de la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) est la France. Autrement dit, si on enlève Paris de l'UEMOA, je ne suis pas sûr qu'il existe des éléments endogènes qui permettent à ces huit États de rester ensemble. Je ne dirais pas cela de la CEDEAO qui se fonde précisément sur le fait que la zone franc c'est Paris. Les généraux Eyadéma du Togo et Yakubu Gowon du Nigeria ont créé, en 1975, la CEDEAO précisément pour contrebalancer la puissance de l'UEMAO. La CEDEAO, qui s'auto-déclare communauté « économique », en réalité n'a jamais été économique, elle a toujours été politique. Elle a levé des armées au Sierra Leone et au Liberia, et elle était prête à intervenir au cas où Yahya Jammeh ne quitte pas le pouvoir en Gambie. C'est le fait même que la CEDEAO n'ait jamais été une union économique qui lui donne un avantage comparatif pour réussir une union monétaire. Car les gens sont allés mourir pour d'autres, cela crée des liens. Il est frappant de noter que la construction monétaire en zone franc, qui est néolibérale, n'a pas réussi à mobiliser. Le problème de l'UEMOA est qu'elle a toujours été perçue, notamment par les Ivoiriens, comme une construction sahélienne ; ses dirigeants ont essentiellement été des Sahéliens (Sénégalais, Malien et aujourd'hui Nigérien). Elle n'est pas perçue comme une construction de la côte. Le consensus mou semble être que la monnaie reste l'apanage de la Côte d'Ivoire, qui a toujours le poste de gouverneur de la BCEAO (banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest), et tout ce qui est convergence sectorielle, les directives, le communautaire, est l'apanage des Sahéliens. Le président Ouattara a récemment dit qu'il allait diminuer sa contribution à la Commission de l'UEMOA car « j'ai l'« émergence » de la Côte d'Ivoire à financer » ! On voit bien les lignes de fracture au sein de cette construction de l'intégration en Afrique de l'Ouest francophone.

Olivier Vallée mentionnait la possibilité pour Idriss Déby, par exemple, d'expérimenter d'autres politiques grâce à ses ressources. Mais il faut rappeler que le même Idriss Déby a demandé 50 millions d'euros à la France pour payer ses fonctionnaires, ce que la France a fait alors que l'on est dans un pays qui a une vraie rente pétrolière ! C'est pour cela que je dis que le système CFA est de plus en plus perçu comme l'assurance tout-risque que Paris donne aux dictateurs africains. Il n'est pas possible, 60 ans après les indépendances, qu'on en soit encore là. Au mieux, on peut interpréter la position de la France comme du paternalisme monétaire, au pire comme un cynisme incroyable qui consiste à ne pas dire les choses, à faire croire à la jeunesse africaine que ce qui se passe est normal, avec ce discours sur la stabilité. Car la question est bien celle de savoir à qui profite la stabilité...

Je voudrais terminer mon intervention en revenant sur le point fondamental du rapport entre monnaie et développement. D'un point de vue strictement économique, c'est la question de la neutralité ou non de la monnaie dans l'économie. Si la monnaie est neutre, on peut accepter l'idée monétariste de la seule stabilité des prix comme objectif de la politique monétaire. Dans ces conditions, ce que font la BCEAO et le BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale) serait acceptable. Si, au contraire, on estime que la monnaie n'est pas neutre, qu'elle a un impact sur les variables fondamentales de l'économie, alors il faut réfléchir à la question de l'optimalité de la gestion monétaire et donc à la question de l'arbitrage inflation/chômage au sein de la zone franc. Est-ce que le fait d'avoir un objectif d'inflation de 2% dans la zone ne contraint pas les capacités de croissance et donc de création d'emplois ? Le dernier rapport de la Banque de France sur la zone franc est très dur par rapport à la politique monétaire menée par la

BCEAO et par la BEAC : l'objectif de la politique monétaire est de 2% d'inflation, avec une marge de fluctuation de 1%. Or actuellement le taux d'inflation est nul en zone franc. Plus précisément, il est de 0,8 dans la zone UEMOA et de 0,3 dans la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). La Banque de France attire l'attention des deux banques centrales sur le fait qu'elles sont en train de rater la cible d'inflation de 2%. Dans le cadre de la zone euro, Mario Draghi a sorti ce que l'on a appelé le bazooka monétaire ! Des politiques monétaires non conventionnelles ont été mises en place pour sortir de la déflation. En zone franc, où vous avez des problèmes énormes de pauvreté, le fait d'avoir une politique monétaire déflationniste nous oblige à poser la question de l'optimalité de la gestion monétaire.

La seconde question liée à ce rapport entre monnaie et développement est celle de la souveraineté. L'intersection n'est évidemment pas un ensemble vide ; mais ces deux questions sont cependant différentes. Les contempteurs des anti-CFA que nous sommes ont beau jeu de nous renvoyer systématiquement la question de la souveraineté. On a l'impression que le débat est entre ceux qui comprendraient l'économie et les autres qui seraient pris par les affects. Non ! La question est d'abord un débat entre économistes, et ensuite un débat entre ceux qui ont une lecture de la monnaie comme simple instrument d'échange (monnaie-marchandise) et ceux qui pensent que la monnaie est une institution. Le débat mérite donc d'être mené. L'urgence du débat est dictée par le fait que la démographie africaine étant très forte, il y a un enjeu autour du marché intérieur africain, il faut réfléchir à des modalités pour que le système financier puisse permettre d'accélérer la croissance africaine et la création d'emplois.